

**Art. 2.** De forfaitaire maandelijks vergoeding voor telewerk blijft 35 euro per maand ter dekking van de internetverbinding en andere kosten in verband met telewerk.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2021.

Namen, 1 juli 2021.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,  
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/21335]

**1<sup>er</sup> JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une indemnité spécifique « cascade RECA » à destination des indépendants et entreprises actifs en BtoB dans le secteur RECA**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, articles 10 et 19;

Vu le rapport du 14 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 juin 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juin 2021;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'Etat le 17 juin 2021, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié pour la dernière fois par l'arrêté ministériel du 4 juin 2021;

Considérant que bien que ne figurant pas dans la liste des secteurs touchés par une obligation de fermeture, les indépendants et entreprises actifs en BtoB (commerce interentreprise) dans le secteur RECA sont touchés indirectement par l'ensemble des mesures liées au COVID-19 dû à la fermeture des établissements de certains de leurs clients;

Considérant qu'il y a urgence d'adopter le présent projet vu la situation de crise exceptionnelle qui subsiste à savoir, les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 pour de nombreuses entreprises qui subissent toujours indirectement de graves dommages économiques;

Considérant qu'il est nécessaire de fournir une aide aux entreprises concernées afin de limiter les dommages économiques;

Considérant que les entreprises concernées par le présent arrêté ont vu leur chiffre d'affaires substantiellement baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'amoindrir les difficultés rencontrées et de tenter d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité pourraient entraîner un effet domino sur l'économie des entreprises concernées, ce qui devrait être évité à tout prix;

Considérant que ces problèmes et effets se font sentir et qu'il n'est donc pas justifié de connaître des retards dans la mise en place de la mesure d'aide;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'intervenir et qu'il est fondamental de soutenir financièrement ces secteurs dans les meilleurs délais;

Considérant la communication de la Commission du 19 mars 2020 relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'Etat visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, le point 22;

Considérant que le présent arrêté ne sera applicable qu'après l'approbation par la Commission Européenne conformément à la communication de la Commission du 19 mars 2020 précitée;

Sur proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;
- 2° le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions;
- 3° l'entreprise : la très petite, la petite ou la moyenne entreprise visée à l'article 3, §§ 3 et 5, du décret ainsi que la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre principal et qui, compte tenu de ses revenus professionnels, paie des cotisations sociales;
- 4° le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006;

- 5° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche;
- 6° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, accessible à l'adresse <https://indemniteCOVID.wallonie.be>;
- 7° l'effectif d'emploi : la moyenne du nombre de travailleurs en 2019 occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'entreprise correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale des quatre trimestres de 2019;
- 8° l'encadrement temporaire : la communication de la Commission du 19 mars 2020 relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, modifiée en dernier lieu le 28 janvier 2021.

**Art. 2.** La crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 est reconnue par le Gouvernement comme un événement extraordinaire au sens de l'article 10 du décret.

**Art. 3.** L'indemnité spécifique visée par le présent arrêté est octroyée aux conditions visées au point 22 de l'encadrement temporaire.

**Art. 4.** Selon les modalités déterminées par le Ministre, une indemnité spécifique est octroyée à l'entreprise :

- 1° qui possède une unité d'établissement visée à l'article L.2, 16°, du Livre Ier, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021;
- 2° qui démontre une perte de chiffre d'affaires de minimum 50 % sur au moins un des trois derniers trimestres 2020 par rapport au trimestre 2019 correspondant ou sur le premier trimestre 2021 par rapport au premier trimestre 2019;
- 3° dont l'activité relève d'un des codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux divisions et sous-classes suivants :
  - a.1) 10.110 du Code NACE-BEL;
  - a.2) 10.120 du Code NACE-BEL;
  - a.3) 10.130 du Code NACE-BEL;
  - a.4) 10.200 du Code NACE-BEL;
  - a.5) 10.311 du Code NACE-BEL;
  - a.6) 10.312 du Code NACE-BEL;
  - a.7) 10.320 du Code NACE-BEL;
  - a.8) 10.391 du Code NACE-BEL;
  - a.9) 10.392 du Code NACE-BEL;
  - a.10) 10.393 du Code NACE-BEL;
  - a.11) 10.410 du Code NACE-BEL;
  - a.12) 10.420 du Code NACE-BEL;
  - a.13) 10.510 du Code NACE-BEL;
  - a.14) 10.520 du Code NACE-BEL;
  - a.15) 10.610 du Code NACE-BEL;
  - a.16) 10.620 du Code NACE-BEL;
  - a.17) 10.711 du Code NACE-BEL;
  - a.18) 10.712 du Code NACE-BEL;
  - a.19) 10.720 du Code NACE-BEL;
  - a.20) 10.730 du Code NACE-BEL;
  - a.21) 10.810 du Code NACE-BEL;
  - a.22) 10.820 du Code NACE-BEL;
  - a.23) 10.830 du Code NACE-BEL;
  - a.24) 10.840 du Code NACE-BEL;
  - a.25) 10.850 du Code NACE-BEL;
  - a.26) 10.860 du Code NACE-BEL;
  - a.27) 10.890 du Code NACE-BEL;
  - b.1) 11.010 du Code NACE-BEL;
  - b.2) 11.020 du Code NACE-BEL;
  - b.3) 11.030 du Code NACE-BEL;
  - b.4) 11.040 du Code NACE-BEL;
  - b.5) 11.050 du Code NACE-BEL;
  - b.6) 11.060 du Code NACE-BEL;
  - b.7) 11.070 du Code NACE-BEL;
  - c.1) 46.170 du Code NACE-BEL;
  - c.2) 46.211 du Code NACE-BEL;
  - c.3) 46.214 du Code NACE-BEL;

- c.4) 46.231 du Code NACE-BEL;
  - c.5) 46.232 du Code NACE-BEL;
  - c.6) 46.311 du Code NACE-BEL;
  - c.7) 46.319 du Code NACE-BEL;
  - c.8) 46.321 du Code NACE-BEL;
  - c.9) 46.322 du Code NACE-BEL;
  - c.10) 46.331 du Code NACE-BEL;
  - c.11) 46.332 du Code NACE-BEL;
  - c.12) 46.341 du Code NACE-BEL;
  - c.13) 46.349 du Code NACE-BEL;
  - c.14) 46.360 du Code NACE-BEL;
  - c.15) 46.370 du Code NACE-BEL;
  - c.16) 46.381 du Code NACE-BEL;
  - c.17) 46.382 du Code NACE-BEL;
  - c.18) 46.389 du Code NACE-BEL;
  - c.19) 46.391 du Code NACE-BEL;
  - c.20) 46.392 du Code NACE-BEL;
- 4° qui n'était pas en difficulté au 31 décembre 2019, au sens de l'article 2, point 18, du règlement (UE) 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, ci-après dénommé règlement (UE) 651/2014;
- 5° qui n'a pas reçu, en ce compris l'indemnité spécifique visée par le présent arrêté, plus de 1.800.000 euros d'aide dans le cadre du point 22 de l'encadrement temporaire.

Dans le cas de fusion de sociétés, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, visés au Livre XII du Code des sociétés et des associations, ainsi qu'en cas de réorganisation judiciaire telle que visée au Titre V du Livre XX du Code de droit économique, pour le calcul de la perte du chiffre d'affaires visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, il n'est pas tenu compte du chiffre d'affaires de la société absorbée.

L'indemnité spécifique visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est attribuée une seule fois par entreprise inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, chapitre 1<sup>er</sup>, du Code de droit économique.

Est exclue de l'indemnité spécifique visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'entreprise qui a bénéficié de l'indemnité spécifique octroyée conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2021 relatif à l'octroi d'une indemnité spécifique à destination des indépendants et entreprises actifs en BtoB et touchés indirectement par les décisions de fermeture ou qui a bénéficié de l'intervention spécifique octroyée conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2021 relatif à l'octroi d'une indemnité spécifique en faveur de certains secteurs touchés indirectement par des décisions de fermeture dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19.

Le Ministre peut déterminer les documents probants à fournir par l'entreprise pour déterminer la perte de chiffre d'affaires visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

**Art. 5.** Le montant de l'indemnité spécifique, selon les modalités déterminées par le Ministre, correspond à 15 % du chiffre d'affaires pour chacun des quatre trimestres de 2019 qui répondent à la condition de perte de chiffre d'affaires visée à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, et est plafonnée par trimestre comme suit :

- 1° à minimum 3.000 euros si la perte de chiffre d'affaires, visée à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est inférieure ou égale à 75% et à maximum :
  - a) 5.000 euros si l'effectif d'emploi est de 0;
  - b) 10.000 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 10;
  - c) 20.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10 et inférieur à 50;
  - d) 40.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 50;
- 2° à minimum 3.750 euros si la perte de chiffre d'affaires, visée à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est supérieure à 75% et à maximum :
  - a) 6.250 euros si l'effectif d'emploi est de 0;
  - b) 12.500 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 10;
  - c) 25.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10 et inférieur à 50;
  - d) 50.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 50.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsqu'une entreprise a été créée entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 31 décembre 2020 et ne peut démontrer une perte de chiffre d'affaires du trimestre telle que visée à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, celle-ci reçoit une indemnité spécifique forfaitaire de 3.000 euros par trimestre complet d'activité à partir du 1<sup>er</sup> avril 2020 limitée à un maximum de 6.000 euros pour 2020.

**Art. 6.** Selon les modalités déterminées par le Ministre, l'entreprise introduit auprès de l'Administration sa demande d'indemnité spécifique via un formulaire sur la plateforme web.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'entreprise doit, au moins, fournir les informations suivantes :

- 1° son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises;
- 2° le code NACE-BEL de l'activité pour laquelle l'entreprise sollicite l'intervention spécifique;
- 3° une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web;
- 4° le numéro de compte de l'entreprise.

L'entreprise déclare au moins, via la déclaration sur l'honneur, ne pas dépasser les plafonds prévus par l'encadrement temporaire et visés à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°.

L'Administration peut recourir aux banques de données constituant des sources authentiques ainsi qu'aux banques de données de l'ONSS afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

**Art. 7.** La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement de l'indemnité spécifique relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général de l'Administration.

**Art. 8.** Lorsque la demande d'indemnité spécifique n'est pas recevable, l'agent de niveau A visé à l'article 7 suspend la demande et informe l'entreprise qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété dans un délai d'un mois à dater de la date de la notification de la suspension ou que la demande d'indemnité spécifique est à nouveau déclarée irrecevable, celle-ci est définitivement annulée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'entreprise est informée électroniquement que l'indemnité spécifique est accordée.

L'Administration avertit l'entreprise que l'indemnité spécifique est octroyée sous le régime de l'encadrement temporaire.

**Art. 9.** Conformément à l'article 9 du règlement (UE) n° 651/2014, l'Administration publie les informations pertinentes énumérées dans son annexe III, sur chaque intervention supérieure à 100.000 euros octroyée en vertu du présent arrêté via l'outil IT de la Commission européenne, et ce, dans les douze mois suivant la date de l'octroi.

L'Administration conserve toutes les informations indispensables pour établir que les conditions nécessaires ont été respectées, pendant une période de dix ans à compter de l'octroi de l'indemnité spécifique. L'Administration transmet ces informations à la Commission européenne si elle en fait la demande.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1<sup>er</sup> juillet 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/21335]

#### 1. JULI 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung einer spezifischen "RECA-Kaskade"-Entschädigung für Selbstständige und Unternehmen, die im BtoB-Bereich im Gaststättengewerbe tätig sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 10 und 19;

Aufgrund des Berichts vom 14. Juni 2021, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 16. Juni 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. Juni 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 17. Juni 2021 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von fünf Tagen;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist keine Mitteilung des Gutachtens erfolgt ist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, zuletzt abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 4. Juni 2021;

In der Erwägung, dass Selbstständige und Unternehmen, die im BtoB-Bereich (Business-to-Business) im Gaststättengewerbe tätig sind, zwar nicht in der Liste der von einer Schließungsverpflichtung betroffenen Sektoren aufgeführt sind, aber aufgrund der Schließung der Niederlassungen einiger ihrer Kunden indirekt von allen Maßnahmen im Zusammenhang mit dem COVID-19 betroffen sind;

In der Erwägung, dass es dringend ist, den vorliegenden Erlass zu verabschieden, dies wegen der nach wie vor bestehenden außergewöhnlichen Krisensituation, d.h. wegen der Folgen der COVID-19-Gesundheitskrise für viele Unternehmen, die indirekt immer noch einen schweren wirtschaftlichen Schaden erleiden;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, den betroffenen Unternehmen Hilfe zu leisten, um den wirtschaftlichen Schaden zu begrenzen;

In der Erwägung, dass die Umsätze der durch den vorliegenden Erlass betroffenen Unternehmen erheblich zurückgegangen oder sogar völlig ausgefallen sind, wodurch das Einkommen sowohl der Unternehmer als auch ihrer Mitarbeiter gefährdet ist;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Beihilfe insbesondere darin besteht, die aufgetretenen Schwierigkeiten zu mildern und zu versuchen, eine Konkurswelle bei Unternehmen zu vermeiden, die infolge der Krise mit akuten Liquiditätsproblemen konfrontiert sind;

In der Erwägung, dass Zahlungsausfälle aufgrund von Liquiditätsproblemen einen Dominoeffekt auf die Wirtschaft der betreffenden Unternehmen haben könnten, der um jeden Preis vermieden werden sollte;

In der Erwägung, dass diese Probleme und Auswirkungen bereits zu spüren sind und daher Verzögerungen bei der Durchführung der Hilfsmaßnahme nicht gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass es daher notwendig ist, einzugreifen, und dass es unerlässlich ist, diese Sektoren so schnell wie möglich finanziell zu unterstützen;

Aufgrund der Mitteilung der Kommission vom 19. März 2020 über den befristeten Rahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19, Punkt 22;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass erst nach Genehmigung durch die Europäische Kommission gemäß der oben genannten Mitteilung der Kommission vom 19. März 2020 anwendbar sein wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° Dekret: das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;
- 2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;
- 3° Unternehmen: das Kleinst-, Klein-, oder Mittelunternehmen im Sinne von Artikel 3 §§ 3 und 5 des Dekrets sowie die natürliche Person, die hauptberuflich eine berufliche Aktivität ausübt und die aufgrund ihres Berufseinkommens Sozialbeiträge zahlt;
- 4° NACE-BEL-Code: das vom Landesamt für Statistiken in einem harmonisierten Europäischen Rahmen erarbeitete Verzeichnis der Wirtschaftszweige (NACE-BEL 2008), so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 der Kommission vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt wird;
- 5° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;
- 6° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, die über <https://indemniteCOVID.wallonie.be> zugänglich ist;
- 7° Beschäftigtenzahl: die durchschnittliche Zahl der 2019 im Rahmen eines Arbeitsvertrags in den gesamten Betriebssitzen des Unternehmens beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von 2019;
- 8° befristeter Rahmen: die Mitteilung der Kommission vom 19. März 2020 über den befristeten Rahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19, zuletzt abgeändert am 28. Januar 2021.

**Art. 2** - Die Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem Coronavirus COVID-19 wird von der Regierung als ein außerordentliches Ereignis im Sinne von Artikel 10 des Dekrets anerkannt.

**Art. 3** - Die spezifische Entschädigung im Sinne des vorliegenden Erlasses wird unter Einhaltung der Bedingungen nach Punkt 22 des befristeten Rahmens gewährt.

**Art. 4** - Eine spezifische Entschädigung wird nach vom Minister bestimmten Modalitäten dem Unternehmen gewährt,

- 1° das vor dem 1. Januar 2021 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I. 2. Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besitzt;
- 2° das in mindestens einem der letzten drei Quartale des Jahres 2020 im Vergleich zum entsprechenden Quartal des Jahres 2019 oder im ersten Quartal 2021 im Vergleich zum ersten Quartal 2019 einen Umsatzverlust von mindestens 50 % aufweist;
- 3° dessen Aktivität unter eine der NACE-BEL-Codenummern fällt, die in einem der Sektoren oder Teilsektoren aufgenomen sind, die den nachstehenden Klassen und Unterklassen gehören:
  - a.1) 10.110 des NACE-BEL-Codes;
  - a.2) 10.120 des NACE-BEL-Codes;
  - a.3) 10.130 des NACE-BEL-Codes;
  - a.4) 10.200 des NACE-BEL-Codes;
  - a.5) 10.311 des NACE-BEL-Codes;
  - a.6) 10.312 des NACE-BEL-Codes;
  - a.7) 10.320 des NACE-BEL-Codes;
  - a.8) 10.391 des NACE-BEL-Codes;
  - a.9) 10.392 des NACE-BEL-Codes;
  - a.10) 10.393 des NACE-BEL-Codes;
  - a.11) 10.410 des NACE-BEL-Codes;
  - a.12) 10.420 des NACE-BEL-Codes;
  - a.13) 10.510 des NACE-BEL-Codes;
  - a.14) 10.520 des NACE-BEL-Codes;

- a.15) 10.610 des NACE-BEL-Codes;
  - a.16) 10.620 des NACE-BEL-Codes;
  - a.17) 10.711 des NACE-BEL-Codes;
  - a.18) 10.712 des NACE-BEL-Codes;
  - a.19) 10.720 des NACE-BEL-Codes;
  - a.20) 10.730 des NACE-BEL-Codes;
  - a.21) 10.810 des NACE-BEL-Codes;
  - a.22) 10.820 des NACE-BEL-Codes;
  - a.23) 10.830 des NACE-BEL-Codes;
  - a.24) 10.840 des NACE-BEL-Codes;
  - a.25) 10.850 des NACE-BEL-Codes;
  - a.26) 10.860 des NACE-BEL-Codes;
  - a.27) 10.890 des NACE-BEL-Codes;
  - b.1) 11.010 des NACE-BEL-Codes;
  - b.2) 11.020 des NACE-BEL-Codes;
  - b.3) 11.030 des NACE-BEL-Codes;
  - b.4) 11.040 des NACE-BEL-Codes;
  - b.5) 11.050 des NACE-BEL-Codes;
  - b.6) 11.060 des NACE-BEL-Codes;
  - b.7) 11.070 des NACE-BEL-Codes;
  - c.1) 46.170 des NACE-BEL-Codes;
  - c.2) 46.211 des NACE-BEL-Codes;
  - c.3) 46.214 des NACE-BEL-Codes;
  - c.4) 46.231 des NACE-BEL-Codes;
  - c.5) 46.232 des NACE-BEL-Codes;
  - c.6) 46.311 des NACE-BEL-Codes;
  - c.7) 46.319 des NACE-BEL-Codes;
  - c.8) 46.321 des NACE-BEL-Codes;
  - c.9) 46.322 des NACE-BEL-Codes;
  - c.10) 46.331 des NACE-BEL-Codes;
  - c.11) 46.332 des NACE-BEL-Codes;
  - c.12) 46.341 des NACE-BEL-Codes;
  - c.13) 46.349 des NACE-BEL-Codes;
  - c.14) 46.360 des NACE-BEL-Codes;
  - c.15) 46.370 des NACE-BEL-Codes;
  - c.16) 46.381 des NACE-BEL-Codes;
  - c.17) 46.382 des NACE-BEL-Codes;
  - c.18) 46.389 des NACE-BEL-Codes;
  - c.19) 46.391 des NACE-BEL-Codes;
  - c.20) 46.392 des NACE-BEL-Codes;
- 4° das am 31. Dezember 2019 kein Unternehmen in Schwierigkeiten war im Sinne von Artikel 2 Ziffer 18 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, nachstehend "Verordnung (EU) 651/2014" genannt;
- 5° das im Rahmen von Punkt 22 des befristeten Rahmens nicht mehr als 1.800.000 Euro Beihilfegelder erhalten hat, einschließlich der spezifischen Entschädigung nach dem vorliegenden Erlass.

Im Falle eines Gesellschaftszusammenschlusses, der Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs im Sinne von Buch XII des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen, sowie im Falle einer gerichtlichen Reorganisation im Sinne von Titel V des Buches XX des Wirtschaftsgesetzbuches bleibt der Umsatz der übernommenen Gesellschaft bei der Berechnung des Umsatzverlustes nach Absatz 1 Ziffer 2 unberücksichtigt.

Die spezifische Entschädigung nach Absatz 1 wird in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jedes Unternehmen gewährt, das in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

Unternehmen, denen die spezifische Entschädigung gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2021 über die Gewährung einer spezifischen Entschädigung für Selbstständige und Unternehmen, die im BtoB-Bereich tätig und indirekt von den Schließungsbeschlüssen betroffen sind, oder die spezifische Entschädigung gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2021 über die Gewährung einer spezifischen Entschädigung zugunsten von bestimmten Sektoren, die von Schließungsbeschlüssen im Rahmen der Coronavirus-COVID-19-Krise indirekt betroffen sind, gewährt worden ist, sind von der spezifischen Entschädigung gemäß Absatz 1 ausgeschlossen.

Der Minister kann bestimmen, welche beweiskräftigen Unterlagen das Unternehmen vorlegen muss, um den in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Umsatzverlust nachzuweisen.

**Art. 5** - Die Höhe der spezifischen Entschädigung entspricht gemäß den vom Minister festgelegten Modalitäten 15 % des Umsatzes für jedes der vier Quartale des Jahres 2019, die die in Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 2 genannte Bedingung des Umsatzverlustes erfüllen, und ist pro Quartal wie folgt begrenzt:

- 1° auf mindestens 3.000 Euro, wenn der in Artikel 4 Absatz 1 Ziffer 2 genannte Umsatzverlust weniger als oder gleich 75 % beträgt, und auf höchstens:
  - a) 5.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;
  - b) 10.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 10 ist;
  - c) 20.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 und kleiner als 50 ist;
  - d) 40.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 50 ist;
- 2° auf mindestens 3.750 Euro, wenn der in Artikel 4 Absatz 1 Ziffer 2 genannte Umsatzverlust mehr als 75 % beträgt, und auf höchstens:
  - a) 6.250 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;
  - b) 12.500 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 10 ist;
  - c) 25.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 und kleiner als 50 ist;
  - d) 50.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 50 ist.

Abweichend von Absatz 1 erhält ein Unternehmen, das zwischen dem 1. Januar 2019 und dem 31. Dezember 2020 gegründet wurde und in dem betreffenden Quartal keinen Umsatzverlust nach Artikel 4 Absatz 1 Ziffer 2 nachweisen kann, ab dem 1. April 2020 eine spezifische Pauschalentschädigung in Höhe von 3.000 Euro pro vollständiges Tätigkeitsquartal, begrenzt auf einen Höchstbetrag von 6.000 EUR für 2020.

**Art. 6** - Nach den vom Minister festgelegten Modalitäten reicht das Unternehmen seinen Antrag auf eine spezifische Entschädigung mittels eines auf der Internetplattform verfügbaren Formulars bei der Verwaltung ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss das Unternehmen mindestens folgende Angaben machen:

- 1° seine Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 2° den NACE-BEL-Code der Tätigkeit, für welche das Unternehmen die spezifische Beihilfe beantragt;
- 3° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;
- 4° die Kontonummer des Unternehmens.

In einer ehrenwörtlichen Erklärung erklärt das Unternehmen, dass es die in Artikel 4 Absatz 1 Ziffer 5 der in dem befristeten Rahmen definierten Höchstbeträge nicht überschreitet.

Die Verwaltung kann auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, sowie auf die Datenbanken des LASS um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

**Art. 7** - Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung der spezifischen Entschädigung unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von dem Generaldirektor der Verwaltung bestellt worden ist.

**Art. 8** - Wenn der Antrag auf spezifische Entschädigung nicht zulässig ist, setzt der in Artikel 7 genannte Bedienstete der Stufe A den Antrag aus und meldet dies dem Unternehmen, das seinen Antrag ergänzen und einer erneuten Prüfung der Zulässigkeit unterbreiten kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Mitteilung der Aussetzung nicht ergänzt wird oder der Antrag auf spezifische Entschädigung erneut als unzulässig erklärt wird, wird dieser endgültig annulliert.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird das Unternehmen elektronisch darüber informiert, dass die spezifische Entschädigung gewährt wird.

Die Verwaltung teilt dem Unternehmen mit, dass die spezifische Entschädigung nach der Regelung über den befristeten Rahmen gewährt wird.

**Art. 9** - Gemäß Artikel 9 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 veröffentlicht die Verwaltung die relevanten, in Anhang III dieser Verordnung aufgelisteten Informationen in Bezug auf jede Beihilfe über 100.000 Euro, die kraft des vorliegenden Erlasses gewährt wurde; dies erfolgt binnen zwölf Monaten nach dem Datum der Gewährung anhand des betreffenden IT-Werkzeugs der Europäischen Kommission.

Die Verwaltung bewahrt alle Informationen, die erforderlich sind, um festzustellen, dass die erforderlichen Voraussetzungen erfüllt worden sind, während eines Zeitraums von zehn Jahren ab der Gewährung der spezifischen Entschädigung auf. Die Verwaltung übermittelt diese Informationen der Europäischen Kommission, wenn Letztere sie verlangt.

**Art. 10** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 11** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Juli 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/21335]

**1 JULI 2021. — Besluit van de Waalse regering betreffende de toekenning van een specifieke vergoeding “cascade RECA” aan zelfstandigen en ondernemingen actief in BtoB in de RECA-sector**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 10 en 19;

Gelet op het verslag van 14 juni 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 juni 2021;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juni 2021;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 5 dagen, gericht aan de Raad van State op 1 maart 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 4 juni 2021;

Overwegende dat, hoewel zij niet zijn opgenomen in de lijst van sectoren waarvoor een sluitingsverplichting geldt, zelfstandigen en ondernemingen actief in BtoB (business-to-business) in de RECA-sector onrechtstreeks worden getroffen door het pakket maatregelen in verband met COVID-19 als gevolg van de sluiting van de vestigingen van sommige van hun klanten;

Overwegende dat het dringend is om dit ontwerp aan te nemen gezien de uitzonderlijke crisissituatie die nog steeds bestaat, namelijk de gevolgen van de gezondheidscrisis COVID-19 voor veel ondernemingen die nog steeds onrechtstreeks ernstige economische schade lijden;

Overwegende dat het noodzakelijk is om steunmaatregelen te voorzien voor de getroffen ondernemingen, ten einde de economische schade te beperken;

Overwegende dat de onder dit besluit vallende ondernemingen hun omzet fors zien dalen, of zelfs helemaal verdwijnen, en dat hierdoor het inkomen van de ondernemers en van hun werknemers in het gedrang komt;

Overwegende dat deze steun met name tot doel heeft de ondervonden moeilijkheden te verminderen en een golf van faillissementen proberen te voorkomen onder de ondernemingen die prangende liquiditeitsproblemen ondervinden ten gevolge van de crisis;

Overwegende dat wanbetalingen ten gevolge van liquiditeitsproblemen een domino-effect in de economie zouden kunnen veroorzaken, hetgeen ten alle koste voorkomen moet worden;

Overwegende dat deze problemen en effecten op zeer korte termijn voelbaar zullen zijn en dat het dus niet verantwoord is om enige vertraging op te lopen in het uitvoeren van de steunmaatregel;

Overwegende dat er dus moet worden ingegrepen en dat het van essentieel belang is zo spoedig mogelijk financiële steun aan deze sectoren te verlenen;

Gelet op de mededeling van de Commissie van 19 maart 2020 in verband met de tijdelijke omkadering van de staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie in de actuele context van de wijd verspreide COVID-19-epidemie, punt 22;

Overwegende dat dit besluit pas van toepassing zal zijn na goedkeuring door de Europese Commissie overeenkomstig de bovengenoemde mededeling van de Commissie op 19 maart 2020;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° decreet: het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;
- 2° de Minister: de Minister bevoegd voor Economie;
- 3° onderneming: de zeer kleine, kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3, §§ 3 en 5, van het decreet, evenals de natuurlijke persoon die een activiteit in hoofd- of bijberoep uitoefent en die, rekening houdend met zijn beroepsinkomsten, sociale bijdragen betaalt;
- 4° NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;
- 5° Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;
- 6° webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, die toegankelijk is op <https://indemniteCOVID.wallonie.be>;

- 7° het personeelsbestand: het gemiddeld aantal werknemers, in 2019 tewerkgesteld via een arbeidsovereenkomst in de gezamenlijke bedrijfszetels van de onderneming die overeenstemmen met de arbeidseenheden (JAE), berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen van 2019;
- 8° tijdelijke kaderregeling: de mededeling van de Commissie van 19 maart 2020 in verband met de tijdelijke omkadering van de staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie in de actuele context van de wereld verspreide COVID-19-epidemie, laatst gewijzigd op 28 januari 2021.

**Art. 2.** De gezondheids crisis gebonden aan het coronavirus COVID-19 wordt door de Regering erkend als een buitengewone gebeurtenis in de zin van artikel 10 van het decreet.

**Art. 3.** De specifieke vergoeding bedoeld in dit besluit wordt toegestaan onder de voorwaarden van punt 22 van de tijdelijke kaderregeling.

**Art. 4.** De Minister kent volgens de door hem bepaalde nadere regels een specifieke vergoeding toe aan de onderneming:

- 1° die vóór 1 januari 2021 in het Waalse Gewest eigenaar is van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht;
- 2° die een omzetverlies van ten minste 50% laten zien over ten minste een van de laatste drie kwartalen van 2020 ten opzichte van het overeenkomstige kwartaal van 2019 of over het eerste kwartaal van 2021 ten opzichte van het eerste kwartaal van 2019;
- 3° waarvan de activiteit ressorteert onder de NACE BEL codes vermeld onder één van de sectoren of deelsectoren bedoeld in hiernavolgende afdelingen en subklassen:
  - a.1) 10.110 van de NACE-BEL-code;
  - a.2) 10.120 van de NACE-BEL-code;
  - a.3) 10.130 van de NACE-BEL-code;
  - a.4) 10.200 van de NACE-BEL-code;
  - a.5) 10.311 van de NACE-BEL-code;
  - a.6) 10.312 van de NACE-BEL-code;
  - a.7) 10.320 van de NACE-BEL-code;
  - a.8) 10.391 van de NACE-BEL-code;
  - a.9) 10.392 van de NACE-BEL-code;
  - a.10) 10.393 van de NACE-BEL-code;
  - a.11) 10.410 van de NACE-BEL-code;
  - a.12) 10.420 van de NACE-BEL-code;
  - a.13) 10.510 van de NACE-BEL-code;
  - a.14) 10.520 van de NACE-BEL-code;
  - a.15) 10.610 van de NACE-BEL-code;
  - a.16) 10.620 van de NACE-BEL-code;
  - a.17) 10.711 van de NACE-BEL-code;
  - a.18) 10.712 van de NACE-BEL-code;
  - a.19) 10.720 van de NACE-BEL-code;
  - a.20) 10.730 van de NACE-BEL-code;
  - a.21) 10.810 van de NACE-BEL-code;
  - a.22) 10.820 van de NACE-BEL-code;
  - a.23) 10.830 van de NACE-BEL-code;
  - a.24) 10.840 van de NACE-BEL-code;
  - a.25) 10.850 van de NACE-BEL-code;
  - a.26) 10.860 van de NACE-BEL-code;
  - a.27) 10.890 van de NACE-BEL-code;
  - b.1) 11.010 van de NACE-BEL-code;
  - b.2) 11.020 van de NACE-BEL-code;
  - b.3) 11.030 van de NACE-BEL-code;
  - b.4) 11.040 van de NACE-BEL-code;
  - b.5) 11.050 van de NACE-BEL-code;
  - b.6) 11.060 van de NACE-BEL-code;
  - b.7) 11.070 van de NACE-BEL-code;
  - c.1) 46.170 van de NACE-BEL-code;
  - c.2) 46.211 van de NACE-BEL-code;
  - c.3) 46.214 van de NACE-BEL-code;
  - c.4) 46.231 van de NACE-BEL-code;
  - c.5) 46.232 van de NACE-BEL-code;
  - c.6) 46.311 van de NACE-BEL-code;
  - c.7) 46.319 van de NACE-BEL-code;

- c.8) 46.321 van de NACE-BEL-code;
- c.9) 46.322 van de NACE-BEL-code;
- c.10) 46.331 van de NACE-BEL-code;
- c.11) 46.332 van de NACE-BEL-code;
- c.12) 46.341 van de NACE-BEL-code;
- c.13) 46.349 van de NACE-BEL-code;
- c.14) 46.360 van de NACE-BEL-code;
- c.15) 46.370 van de NACE-BEL-code;
- c.16) 46.381 van de NACE-BEL-code;
- c.17) 46.382 van de NACE-BEL-code;
- c.18) 46.389 van de NACE-BEL-code;
- c.19) 46.391 van de NACE-BEL-code;
- c.20) 46.392 van de NACE-BEL-code;
- 4° die geen onderneming in moeilijkheden was op 31 december 2019 in de zin van artikel 2, punt 18, van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, hierna "Verordening (EU) 651/2014" genoemd;
- 5° die, met inbegrip van de in dit besluit bedoelde specifieke vergoeding, niet meer dan 1.800.000 EUR aan steun uit hoofde van punt 22 van de tijdelijke kaderregeling heeft ontvangen.

In het geval van fusie van ondernemingen, inbreng van een algemeenheid of bedrijfstuk, bedoeld in boek XII van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, alsmede in geval van gerechtelijke reorganisatie als bedoeld in titel V van boek XX van het Wetboek van economisch recht, wordt voor de berekening van het omzetverlies, bedoeld in het eerste lid, 2°, de omzet van de overgenomen vennootschap niet in aanmerking genomen.

De in het eerste lid bedoelde specifieke vergoeding kan slechts eenmaal per onderneming ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

Is uitgesloten van de in lid 1 bedoelde specifieke vergoeding, de onderneming die de specifieke vergoeding heeft genoten die is toegekend overeenkomstig het besluit van de Waalse regering van 22 april 2021 betreffende de toekenning van een specifieke vergoeding aan zelfstandigen en ondernemingen die actief zijn in de BtoB-sector en onrechtstreeks getroffen worden door beslissingen tot sluiting of die de specifieke vergoeding heeft genoten die is toegekend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2021 betreffende de toekenning van een specifieke vergoeding ten gunste van bepaalde sectoren die onrechtstreeks worden getroffen door sluitingsbeslissingen in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19.

De Minister kan bepalen welke bewijsstukken door de onderneming moeten worden overgelegd om het omzetverlies, bedoeld in het eerste lid, 2°, vast te stellen.

**Art. 5.** Het bedrag van de specifieke vergoeding, volgens de modaliteiten bepaald door de Minister, komt overeen met 15% van de omzet voor elk van de vier kwartalen van 2019 die voldoen aan de voorwaarde van omzetverlies, bedoeld in artikel 3, eerste lid, 3°, en wordt per kwartaal als volgt beperkt:

- 1° tot minimaal 3.000 euro indien het omzetverlies, bedoeld in artikel 4, eerste lid, 2°, minder bedraagt dan of gelijk is aan 75% en tot maximaal:
  - a) 5.000 euro als het personeelsbestand 0 bedraagt;
  - b) 10.000 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan 10;
  - c) 20.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10 en lager dan 50;
  - d) 40.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 50.
- 2° tot minimaal 3.750 euro indien het omzetverlies, als bedoeld in artikel 4, eerste lid, 2°, hoger dan 75% is, en tot maximaal:
  - a) 6.250 euro als het personeelsbestand 0 bedraagt;
  - b) 12.500 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan 10;
  - c) 25.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10 en lager dan 50;
  - d) 50.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 50.

In afwijking van lid 1 ontvangt een onderneming die tussen 1 januari 2019 en 31 december 2020 is opgericht en in het kwartaal zoals bedoeld in artikel 4, eerste lid, 2°, geen omzetverlies kan aantonen, met ingang van 1 april 2020 een specifieke forfaitaire vergoeding van 3 000 euro per volledig kwartaal van activiteit, met een maximum van 6 000 euro voor 2020.

**Art. 6.** Volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels dient de onderneming via een formulier op het webplatform haar aanvraag om specifieke vergoeding in bij de Administratie.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de onderneming ten minste de volgende informatie verstrekken :

- 1° haar nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° de NACE BEL code voor de activiteit waarvoor de onderneming de specifieke tegemoetkoming aanvraagt;
- 3° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;
- 4° het rekeningnummer van de onderneming.

De onderneming verklaart, althans door middel van de verklaring op erewoord, dat zij de in de tijdelijke kaderregeling vastgestelde en in artikel 4, lid 1, 5°, bedoelde maxima niet overschrijdt.

De Administratie kan gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen, alsmede van de databanken van de RSZ, om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

**Art. 7.** De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de specifieke vergoedingen wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directeur-generaal van de Administratie.

**Art. 8.** Wanneer de aanvraag tot specifieke vergoeding niet ontvankelijk is, schort het personeelslid van niveau A bedoeld in artikel 7 de aanvraag op en stelt hij de onderneming daarvan in kennis, die haar aanvraag kan vervolledigen en laten onderwerpen aan een nieuw onderzoek naar de ontvankelijkheid.

Indien het dossier niet binnen een maand na de datum van kennisgeving van de schorsing is vervolledigd of het verzoek om specifieke vergoeding opnieuw niet-ontvankelijk is verklaard, wordt het definitief ingetrokken.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de specifieke vergoeding wordt toegekend.

De administratie stelt de onderneming ervan in kennis dat de specifieke vergoeding wordt toegekend op grond van de tijdelijke kaderregeling.

**Art. 9.** Overeenkomstig artikel 9 van Verordening (EU) nr. 651/2014 maakt de administratie de in bijlage III bij die verordening vermelde relevante informatie over elke in het kader van dit besluit toegekende tegemoetkoming van meer dan 100 000 euro binnen twaalf maanden na de datum van toekenning bekend via de IT-tool van de Europese Commissie.

De Administratie bewaart alle gegevens die nodig zijn om vast te stellen of aan de gestelde voorwaarden is voldaan, gedurende een periode van tien jaar na de toekenning van de specifieke vergoeding. De Administratie geeft deze informatie door aan de Europese Commissie als deze daarom verzoekt.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 11.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juli 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/21336]

**1<sup>er</sup> JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une intervention sous la forme d'un mécanisme de sauvegarde dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, articles 10 et 19;

Vu le rapport du 14 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 juin 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juin 2021;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'Etat le 17 juin 2021, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié le 4 juin 2021;

Considérant le Comité de concertation du 11 mai 2021;

Considérant que les établissements relevant des métiers qui impliquent des contacts trop rapprochés entre les individus étaient encore fermés au 1<sup>er</sup> mai 2021;

Considérant que les établissements ou les parties des établissements relevant des secteurs culturel, festif, sportif, récréatif et événementiel étaient encore fermés au public au 1<sup>er</sup> mai 2021;

Considérant qu'à la suite d'une prolongation de fermeture pour ces secteurs, la présente mesure a pour but d'amoinrir l'impact économique de cette fermeture pour les indépendants et entreprises évoluant dans ce type d'activité;

Considérant que les entreprises concernées risquent de voir leur chiffre d'affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés;

Considérant que leurs perspectives de reprise, partielle ou totale, sont par ailleurs toujours liées à l'évolution de la pandémie et aux décisions prises par le Comité de concertation;

Considérant qu'il y a urgence d'adopter le présent projet vu la situation de crise qui subsiste pour ces entreprises qui subissent toujours de graves dommages économiques;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'amoinrir les difficultés rencontrées et de tenter d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'intervenir et qu'il est fondamental de soutenir financièrement ces secteurs dans les meilleurs délais;